

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 646.1

Insérer, après l'article 646 du projet de loi, le suivant :

« **646.1.** Santé Québec forme une unité administrative regroupant tous les membres de son personnel, ainsi que toute autre personne dont elle retient les services, qui agissent comme inspecteurs ou enquêteurs en vertu des dispositions du présent chapitre ou de toute loi qui confie à Santé Québec des pouvoirs d'inspection ou d'enquête.

Font également partie de cette unité administrative, les personnes qui remplissent des fonctions d'analystes en vertu de la Loi encadrant le cannabis (chapitre C-5.3) ou de la Loi concernant la lutte contre le tabagisme (chapitre L-6.2). ».

Commentaires

Cet amendement propose l'introduction, dans le projet de loi, d'une disposition visant à prévoir la formation d'une unité administrative de la nature d'une direction des inspections et enquêtes.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 646.2

Insérer, après l'article 646.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **646.2.** Le conseil d'administration de Santé Québec nomme un inspecteur national des services du domaine de la santé et des services sociaux; celui-ci dirige l'unité administrative formée en vertu de l'article 646.1.

Le conseil d'administration peut, pour assister l'inspecteur national, lui adjoindre toute personne qu'il nomme.

L'inspecteur national et les personnes qui lui sont adjointes exercent leurs fonctions de façon exclusive et à temps plein. ».

Commentaires

Cet amendement propose d'introduire dans le projet de loi une disposition prévoyant la nomination, par le conseil d'administration de Santé Québec, d'un inspecteur national des services du domaine de la santé et des services sociaux ayant pour fonction de diriger l'unité administrative regroupant les inspecteurs et enquêteurs de Santé Québec. L'amendement prévoit également la possibilité de nommer des inspecteurs nationaux adjoints chargés d'assister l'inspecteur national.

Ces personnes devront exercer leurs fonctions de façon exclusive et à temps plein.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 646.3

Insérer, après l'article 646.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **646.3.** Les dispositions des articles 601 à 603 relatives à la nomination d'un commissaire aux plaintes et à la qualité des services ou, selon le cas, de la personne qui assiste un tel commissaire, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la nomination de l'inspecteur national et des personnes qui l'assistent. ».

Commentaires

Cet amendement propose d'introduire dans le projet de loi une disposition visant à ce que l'inspecteur national et les inspecteurs nationaux adjoints aient l'indépendance conférée aux commissaires aux plaintes et à la qualité des services par les dispositions des articles 601 à 603 du projet de loi.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 646.4

Insérer, après l'article 646.3 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **646.4.** Le conseil d'administration de Santé Québec doit prendre les mesures nécessaires pour préserver en tout temps l'indépendance de l'inspecteur national et des autres personnes qui font partie de l'unité administrative formée en vertu de l'article 646.1.

À cette fin, le conseil d'administration doit notamment s'assurer que les personnes qui agissent comme analystes, inspecteurs ou enquêteurs n'exercent aucune fonction pour une autre personne ou un autre groupement susceptible de faire objet d'une analyse, d'une inspection ou d'une enquête visée par l'article 646.1. Le conseil d'administration doit également s'assurer que ces personnes n'exercent aucune autre fonction pour Santé Québec sans l'autorisation de l'inspecteur national.

Le conseil d'administration doit de même voir à ce que les locaux mis à la disposition de cette unité administrative soient situés ailleurs que dans une installation où un établissement exerce ses activités. ».

Commentaires

Cet amendement propose d'introduire dans le projet de loi une disposition complétant l'article 646.3 et visant à ce que le conseil d'administration de Santé Québec préserve l'indépendance de l'inspecteur national, de l'inspecteur national adjoint de même que celle des analystes, inspecteurs et enquêteurs faisant partie de la direction des inspections et enquêtes.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 655

À l'article 655 du projet de loi :

1° insérer, dans le premier alinéa et après « quiconque », « , dans la forme et selon la périodicité qu'il détermine, »;

2° remplacer, dans le deuxième alinéa, « , pour l'exercice d'une telle fonction, tout renseignement qu'il détient et qu'il a obtenu dans » par « tout renseignement qu'il a obtenu dans l'exercice d'une telle fonction, lorsque nécessaire à ».

Commentaires

Le présent amendement ajoute une précision omise à l'article 655 du projet de loi indiquant que le ministre peut déterminer la forme dans laquelle et la périodicité selon laquelle les renseignements qu'il requiert devront lui être transmis. De plus, il modifie le deuxième alinéa afin de préciser que le critère de nécessité s'applique pour l'utilisation d'un renseignement à une autre fin que celle pour laquelle il a été recueilli.

Article 655 tel que modifié

655. Le ministre peut requérir de quiconque, **dans la forme et selon la périodicité qu'il détermine,** les renseignements nécessaires à l'exercice de toute fonction qui lui est conférée par la présente loi, à condition que ces renseignements ne lui permettent pas d'identifier un usager ou le client d'un prestataire de services du domaine de la santé et des services sociaux.

De plus, il peut utiliser, ~~pour l'exercice d'une telle fonction, tout renseignement qu'il détient et qu'il a obtenu dans~~ **tout renseignement qu'il a obtenu dans l'exercice d'une telle fonction, lorsque nécessaire à** l'exercice d'une autre telle fonction.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 655.1

Insérer, après l'article 655 du projet de loi, le suivant :

« **655.1.** Lorsqu'un renseignement que le ministre requiert conformément à l'article 655 permet d'identifier un membre du personnel de Santé Québec ou d'un prestataire privé, un étudiant, un stagiaire ou un professionnel qui exerce sa profession au sein d'un établissement ou pour le compte d'un tel prestataire, la communication ne peut s'effectuer que lorsque le gestionnaire délégué aux données numériques gouvernementales du ministère de la Santé et des Services sociaux visé au paragraphe 9.2° du premier alinéa de l'article 10.1 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement l'autorise.

Afin d'obtenir l'autorisation du gestionnaire, le ministre doit lui présenter une demande écrite. Les articles 81, 82, 85 à 87 et 89 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives s'appliquent alors au ministre et au gestionnaire, avec les adaptations nécessaires.

Le présent article s'applique malgré l'article 68 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. ».

Commentaires

L'amendement a pour but d'introduire à la *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace* l'obligation, pour Santé Québec, de transmettre au ministre les états, données statistiques, rapports et autres renseignements qu'il requiert sur ses ressources humaines. Il prévoit qu'un tel renseignement ne doit pas permettre d'identifier un usager et que, s'il permet d'identifier un membre de son personnel, l'autorisation du gestionnaire délégué aux données numériques gouvernementales du ministère de la Santé et des Services sociaux doit avoir été obtenue au préalable, selon le même mécanisme que celui prévu aux articles 80 et suivants de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux.

Il s'agit d'une reprise de l'article 259.12 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* introduit par la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* adoptée récemment.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 662

Ajouter, à la fin de l'article 662 du projet de loi, la phrase suivante : « Il ne doit pas non plus, au cours de cet hébergement ou de cette prise en charge, procéder à une telle renonciation, à une telle disposition ou à une telle dilapidation. ».

Commentaires

Le présent amendement vise à interdire la renonciation aux droits d'un usager, la disposition de ses biens ou de ses avoirs liquides sans juste considération ou leur dilapidation non plus uniquement dans les deux ans précédents l'hébergement ou la prise en charge de cet usager, mais également pendant son hébergement ou sa prise en charge.

Texte de l'article 662 du projet de loi tel que modifié :

662. Un usager ou toute personne de qui peut être exigé le paiement d'une contribution financière ne doit pas avoir, dans les deux années précédant l'hébergement ou la prise en charge de l'usager, renoncé à ses droits, disposé d'un bien ou d'un avoir liquide sans juste considération ou les avoir dilapidés de manière à se rendre admissible à une exonération de paiement ou de manière qu'une contribution inférieure à celle qui lui aurait autrement été demandée puisse lui être exigée. **Il ne doit pas non plus, au cours de cet hébergement ou de cette prise en charge, procéder à une telle renonciation, à une telle disposition ou à une telle dilapidation.**

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 666.1

Insérer, après l'article 666 du projet de loi, le suivant :

« **666.1.** Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, prendre des règlements applicables aux établissements privés sur les règles, les conditions et sur la procédure à suivre pour les concessions de services, les aliénations de biens, les locations d'immeubles et les contrats relatifs à ces matières.

Le ministre peut, de la même manière, prendre des règlements sur la procédure à suivre pour les projets de construction d'immeubles et pour les approvisionnements de biens et de services, les approvisionnements en commun et les contrats relatifs à ces matières. ».

Commentaires

Cet amendement vise à reprendre l'article 485 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 666.2

Insérer, après l'article 666.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **666.2.** Le ministre peut, dans un règlement pris en vertu de l'article 666.1, déterminer les cas dans lesquels son approbation est requise.

Le ministre peut également, pour l'application d'un tel règlement, édicter des formules type de contrat ou autres documents standard dont il assure la délivrance. ».

Commentaires

Cet amendement vise à reprendre l'article 486 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 666.3

Insérer, après l'article 666.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **666.3.** Le gouvernement peut, s'il estime que des circonstances exceptionnelles le justifient, tel l'apport de financement intégral de source privée ou lorsqu'il y a des répercussions significatives d'ordre financier, scientifique ou technologique sur les activités d'un établissement privé, permettre au ministre de soustraire un projet de construction d'immeuble à l'application de tout ou partie des dispositions d'un règlement pris en vertu du deuxième alinéa de l'article 666.1.

Le gouvernement peut alors établir d'autres modalités précises de réalisation du projet visé. ».

Commentaires

Cet amendement vise à reprendre l'article 487 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 666.4

Insérer, après l'article 666.3 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **666.4.** Le ministre peut déterminer dans chacun des règlements qu'il prend en vertu des articles 51, 657, 666.1 ou 666.2 à l'égard des établissements privés ou du gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux, les dispositions de ce règlement dont la contravention constitue une infraction. ».

Commentaires

Cet amendement vise à reprendre l'article 488 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 666.5

Insérer, après l'article 666.4 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **666.5.** Le gouvernement peut, par règlement, déterminer les modalités d'utilisation, par un usager et son représentant visé à l'article 13, des mécanismes de surveillance, tels des caméras ou tout autre moyen technologique, dans les centres maintenus par un établissement, dans les ressources intermédiaires ou les ressources de type familial, dans les résidences privées pour aînés ou dans tout autre lieu en lien avec la prestation de services de santé et de services sociaux qu'il détermine. ».

Commentaires

Cet amendement vise à reprendre le paragraphe 30° de l'article 505 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 674

À l'article 674 du projet de loi :

1° remplacer, dans le premier alinéa, « Le gouvernement » par « Santé Québec »;

2° insérer, après le premier alinéa, le suivant :

« Lorsque l'utilisation d'un renseignement du dossier d'usager tenu par Santé Québec lui est nécessaire pour l'exercice d'un recours pris en application du premier alinéa, elle doit, préalablement à l'utilisation de ce renseignement, en informer l'usager concerné. »;

3° remplacer, dans le deuxième alinéa, « Santé Québec ou tout établissement doit, sur demande du ministre et après en avoir informé l'usager, communiquer au ministre » par « Un établissement privé conventionné doit, sur demande de Santé Québec et après en avoir informé l'usager, communiquer à Santé Québec ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir que c'est Santé Québec qui pourra réclamer les coûts dont il est fait mention à cet article.

Enfin, considérant que, conformément au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 24 du projet de loi, Santé Québec a pour fonction de tenir les dossiers des usagers des établissements publics, il est nécessaire de corriger le deuxième alinéa de l'article 674 pour qu'il soit cohérent avec cette fonction.

Article 674 du projet de loi tel que modifié

674. ~~Le gouvernement~~ Santé Québec peut réclamer du titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé non participatif visé à l'article 508 le coût d'un service préopératoire, postopératoire, de réadaptation ou de soutien à domicile devant, en application de cet article, être obtenu au sein de ce centre ou auprès d'une personne ou d'un groupement autre qu'un établissement lorsque ce service est fourni par un établissement public ou privé

conventionné préalablement ou à la suite d'une chirurgie ou d'un autre traitement médical spécialisé effectué au sein de ce centre.

Lorsque l'utilisation d'un renseignement du dossier d'usager tenu par Santé Québec lui est nécessaire pour l'exercice d'un recours pris en application du premier alinéa, elle doit, préalablement à l'utilisation de ce renseignement, en informer l'usager concerné.

Santé Québec ou tout établissement doit, sur demande du ministre et après en avoir informé l'usager, communiquer au ministre Un établissement privé conventionné doit, sur demande de Santé Québec et après en avoir informé l'usager, communiquer à Santé Québec tout renseignement contenu au dossier de cet usager qui est nécessaire à l'exercice d'un recours pris en application du premier alinéa.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 674.1

Insérer, avant 675 du projet de loi, le suivant :

« **674.1.** Malgré l'article 4, la présente partie s'applique aux territoires visés aux articles 530.1 et 530.89 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2) et au territoire du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5).

Aux fins de la présente partie, le mot « établissement » vise, outre les établissements visés par la présente loi, ceux visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2) et par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5). ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir que le gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux peut également agir pour les établissements visés par *la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis* et pour le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 675

Insérer, dans le premier alinéa de l'article 675 du projet de loi, et après « établissements », « visés par la présente loi, la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis et la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir que le gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux peut également agir pour les établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis et la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris.

Article 675 du projet de loi tel que modifié

675. Dans la présente loi, on entend par « gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux » une personne morale constituée en vertu d'une loi du Québec à des fins non lucratives et désignée par le ministre ayant pour objet d'offrir aux établissements **visés par la présente loi, la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis et la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris** des services en matière d'assurance de dommages adaptés à leurs besoins conformément aux orientations que Santé Québec détermine.

Le gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux peut également, avec l'autorisation du ministre, avoir des objets complémentaires ou accessoires.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 676

À l'article 676 du projet de loi :

1° insérer, dans le premier alinéa et après « privés », « , les établissements regroupés et tous les établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis et la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris »;

2° remplacer, dans le deuxième alinéa, « privés » par « visés au premier alinéa ».

Commentaires

Cet amendement vise à réviser qui sont les membres du gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux en concordance avec l'amendement à l'article 675.

Article 676 du projet de loi tel que modifié

676. Santé Québec et, le cas échéant, tous les établissements privés, les établissements regroupés et tous les établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis ou la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris desservis par le gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux en sont membres.

La composition du conseil d'administration du gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux est déterminée dans son acte constitutif. Une majorité de personnes provenant de Santé Québec et des établissements **privés visés au premier alinéa** qu'il dessert doit s'y retrouver. Le plus haut dirigeant du gestionnaire est nommé par le président et chef de la direction de Santé Québec à la suite d'un processus de sélection initié par celui-ci, incluant un appel de candidatures dont il détermine les modalités.

Les dispositions des articles 51, 84, 100, 103, 289, 424 à 427, 429, 648 à 652 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 680

À l'article 680 du projet de loi :

1° supprimer le sous-paragraphe c du paragraphe 2°;

2° ajouter, à la fin, le paragraphe suivant :

« 4° un titulaire d'une autorisation qui fait défaut :

a) de transmettre à Santé Québec, dans le délai qu'elle a fixé, les renseignements exigés en vertu de l'article 501.2 ou 516.2;

b) d'informer sa clientèle de la décision par laquelle Santé Québec suspend, révoque ou refuse le renouvellement de l'autorisation conformément à l'article 541. ».

Commentaires

Cet amendement introduit la possibilité pour Santé Québec d'exiger une sanction administrative pécuniaire à l'égard du titulaire d'une autorisation qui fait défaut de lui transmettre les renseignements qu'elle exige au moment du renouvellement de l'autorisation de même qu'à celui qui fait défaut d'informer sa clientèle laquelle Santé Québec suspend, révoque ou refuse le renouvellement de l'autorisation. Par concordance avec ce dernier ajout et un amendement apporté à l'article 512 du projet de loi, le présent amendement supprime le sous-paragraphe c du paragraphe 2°.

Texte modifié de l'article 680 du projet de loi

680. Une sanction administrative pécuniaire d'un montant de 500 \$ dans le cas d'une personne physique ou de 1 500 \$ dans les autres cas peut être imposée par Santé Québec à :

2° un centre médical spécialisé qui fait défaut :

a) d'afficher à la vue du public le document qui atteste de son autorisation conformément à l'article 493;

b) de transmettre à Santé Québec un rapport de ses activités, de lui transmettre un rapport complet ou de le lui transmettre dans le délai imparti conformément à l'article 511;

~~c) d'aviser toute personne qui utilise ses services ou Santé Québec qu'il entend cesser ses activités dans le délai imparti conformément à l'article 512;~~

[...]

4° un titulaire d'une autorisation qui fait défaut :

a) de transmettre à Santé Québec, dans le délai qu'elle a fixé, les renseignements exigés en vertu de l'article 501.2 ou 516.2;

b) d'informer sa clientèle de la décision par laquelle Santé Québec suspend, révoque ou refuse le renouvellement de l'autorisation conformément à l'article 541.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 686

Insérer, dans le texte anglais du premier alinéa de l'article 686 et après « served », « on the party ».

Commentaires

Cet amendement vise à ce que le texte anglais de l'article 686 du projet de loi reflète adéquatement la version française. Ainsi, pour assurer l'équivalence entre les textes, les mots « on the party » sont ajoutés pour rendre le mot « lui » dans le texte français.

Texte modifié de l'article 686 du projet de loi

686. The monetary administrative penalty for a failure to comply with a provision of this Act or a regulation under it may not be imposed on the party responsible for the failure to comply if a statement of offence has already been served **on the party** for a failure to comply with the same provision on the same day, based on the same facts.

[...]

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 700.1

Insérer, après l'article 700 du projet de loi, le suivant :

« **700.1.** Quiconque contrevient à une disposition déterminée par un règlement pris en vertu du paragraphe 4° du deuxième alinéa de l'article 66.2 est passible d'une amende de 2 500 \$ à 25 000\$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 7 500 \$ à 75 000 \$ dans les autres cas. ».

Commentaires

Le présent amendement reprend en substance l'article 531.0.2 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* introduit par l'article 254 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* adoptée récemment.

Concrètement, cet article prévoit la peine encourue pour une contravention aux dispositions du règlement de Santé Québec qui sera pris pour l'application du système national de dépôt de renseignements, en vertu de l'article 66.2 du présent projet de loi et qui seront identifiées comme des dispositions dont la violation constitue une infraction.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 700.1

Insérer, après l'article 700.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **700.2.** Le gestionnaire opérationnel qui contrevient à l'article 66.8 est passible d'une amende de 5 000 \$ à 100 000\$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 15 000 \$ à 150 000 \$ dans les autres cas. ».

Commentaires

Le présent amendement est le corollaire du pouvoir de demande péremptoire accordé à Santé Québec à l'endroit de tout gestionnaire opérationnel du système national de dépôt de renseignements ou d'un registre maintenu pour son application, prévu à l'article 66.8 du présent projet de loi. Il prévoit la peine encourue pour un gestionnaire opérationnel qui contreviendrait à cet article.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 708.1

Insérer, après l'article 708 du projet de loi, l'article suivant :

« **708.1.** Quiconque, autre que Santé Québec ou un membre du personnel d'une agence de placement de personnel, contrevient à une disposition d'un règlement dont la violation constitue une infraction en vertu du paragraphe 7° du deuxième alinéa de l'article 571.1 est passible d'une amende de 1 000 \$ à 25 000 \$, dans le cas d'une personne physique, et de 3 000 \$ à 75 000 \$, dans les autres cas. En cas de récidive, ces montants sont portés au double. ».

Commentaires

L'amendement a pour but de reprendre dans le projet de loi la limitation du recours aux services d'une agence de placement du personnel ou à de la main-d'œuvre indépendante, introduite à la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) par la Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux (2023, chapitre 8).